

Quotas sur les automobiles

ministre des Finances. J'aimerais que le ministre ait le courage de l'admettre. S'il l'avouait, j'applaudirais, et ce n'est pas souvent que le ministre a droit à mes applaudissements.

Voici les questions que je veux lui poser. Qu'il nous donne une explication claire et honnête des raisons pour lesquelles son gouvernement est revenu sur la position que lui-même et le ministre du Commerce extérieur voulaient clairement voir adoptée. Les conséquences pour le pays, pour les milliers de travailleurs de l'automobile, pour les fabricants de pièces et pour la relance économique nationale vont être énormément coûteuses. Nous avons désespérément besoin d'indications claires sur cette question. Si seulement les collègues du ministre avaient pu l'autoriser à nous donner ces indications.

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, premièrement, j'aimerais exprimer, comme mon collègue, ma déception à la suite de l'annonce du ministre. A mon avis, faire une déclaration de trois pages qui ne dit absolument rien est vraiment décevant non seulement pour cette Chambre, mais aussi pour l'ensemble du public canadien et particulièrement pour les travailleurs du secteur de l'automobile.

Son collègue, le ministre du Commerce extérieur (M. Keller), avait pris l'engagement la semaine dernière, et cela a été rapporté dans les journaux, que, au moment où une politique ou un semblant de politique serait annoncé en ce qui a trait à l'automobile, le gouvernement, dans son discours, prendrait bien soin de préciser les mesures qu'il entend prendre au sujet des automobiles coréennes, et à ce moment-ci, dans les trois pages de texte que nous avons eues du ministre, aucune mention n'est faite de l'action et de la position du gouvernement quant aux automobiles coréennes, notamment les Pony de la Hyundai.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a décidé de briser la parole de son collègue du Commerce extérieur, de ne pas agir, ou reporte-t-il, encore une fois, la décision à la semaine des quatre jeudis?

[Traduction]

M. Stevens: Monsieur le Président, voilà une troisième réaction à notre déclaration. Il me semble que les deux députés qui ont réagi en premier auraient bien pu tenir leurs propos avant ma déclaration. De toute évidence, ils n'ont pas entendu ce que j'ai dit. Je croyais pourtant avoir exposé brièvement les questions dont ils ont fait état.

Plus précisément, je voudrais répondre à la question du député concernant les exportations de voitures coréennes au Canada. Ce dernier sait fort bien qu'il s'agit là d'un article tarifaire qui relève du ministre des Finances (M. Wilson). Celui-ci en parlera en temps opportun. Quant à nos importations actuelles de voitures coréennes, nous croyons, bien entendu, qu'elles doivent faire l'objet de négociations semblables à celles que nous menons à Tokyo relativement aux voitures japonaises.

M. Lapierre: Monsieur le Président, j'ai sous les yeux une communication du premier ministre Miller au premier ministre (M. Mulroney). M. Miller y déclare notamment ce qui suit:

... je crains que si l'on supprime les quotas d'importation sans instaurer un nouveau régime semblable à celui que le secteur automobile a recommandé cela ne nuise à tous les secteurs de notre économie. C'est pourquoi j'insiste pour qu'on maintienne les quotas comme première étape devant mener à la mise en application de la recommandation contenue dans le rapport du groupe de travail fédéral.

La déclaration que le ministre a faite aujourd'hui ne constitue-t-elle pas un affront au premier ministre Miller?

M. Stevens: Monsieur le Président, que le député se rassure, le premier ministre Miller est tout à fait d'accord sur la déclaration qui vient d'être faite. Il connaît nos intentions et suit le déroulement des négociations. Il n'y a pas lieu pour les députés d'être alarmistes.

Je répète ce que j'ai dit tout à l'heure, nous nous attendons fermement à ce que la part des Japonais sur le marché canadien de l'automobile n'augmente pas au cours de la prochaine période de consultation. J'ai également précisé que nous allons surveiller la situation de semaine en semaine afin de pouvoir, si jamais il y avait une hausse imprévue, réagir rapidement pour éviter que le marché canadien ne soit bouleversé et les emplois des Canadiens mis en péril. Notre évaluation de la situation ne laisse place à aucun doute.

Je suis quelque peu étonné que le leader parlementaire de l'opposition officielle ne se soit pas exprimé en termes plus modérés. Il sait qu'en 1984, la situation était analogue, que les négociations se sont poursuivies de janvier à juin et que les ententes se sont terminées le 31 mars. Personne n'a jamais laissé entendre que les Japonais avaient profité de la situation. Les deux parties ont négocié de bonne foi pour en arriver à un accord.

Le député néo-démocrate a déclaré que notre délégation était revenue de Tokyo avec de bonnes nouvelles, ce qui signifierait d'après lui qu'il y aurait eu une entente. Chose certaine, les nouvelles sont bonnes. Les Japonais ont collaboré avec empressement. Ils ont affirmé ne pas vouloir nuire à notre marché. L'accord est encore en voie de négociation. Rien ne laisse entendre qu'il y a de la mauvaise foi de la part des Japonais ou qu'ils ne veulent pas s'entendre avec nous. Je souligne que nous avons la situation en main. Rien ne permet de s'alarmer ni de laisser entendre aux travailleurs de l'industrie automobile que leurs emplois sont en péril.

M. McCurdy: Monsieur le Président, je comprends mal comment les TUA ont pu croire que les contingents seraient maintenus, mais qu'ils seraient peut-être légèrement plus élevés. Je comprends mal aussi comment le ministre pouvait annoncer hier qu'il ferait une déclaration et changer ensuite d'idée, faire volte-face et créer une grande confusion, à moins que quelque chose ne soit survenue au cours de la semaine.